

LES MONDES DE L'ÉNERGIE

AZERBAÏDJAN

Géopolitique de l'énergie
d'une Eurasie en mutation

Samuel Furfari



Editions TECHNIP

Azerbaïdjan

Géopolitique de l'énergie
d'une Eurasie en mutation

Samuel Furfari

EDITIONS TECHNIP

Chez le même éditeur

Collection Géopolitique :

Géopolitique de la France, O. Kempf

Le nouvel équilibre mondial et les pays émergents, S. Coulom

Politique et géopolitique de l'énergie, S. Furfari

Géopolitique du Caucase, S. Lussac

Géopolitique de l'énergie-Besoins ressources, échanges mondiaux, J.-P. Favennec

Géopolitique du pétrole, C. de Lestrangé, C.-A. Paillard, P. Zelenko

Hydrocarbures et conflits dans le monde, F. Ardillier-Carras, P. Boulanger, D. Ortolland

Suivi éditorial : Nathalie Loiseau

Clarification des droits : Ludivine Dias-Linotte

Relecture : Rosa Pocinho

Couverture : Charlene Pineau - STDi.creative

Image de couverture : © k_samurkas - stockadobe.com

Maquette et mise en page : Catherine Kédemos

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Toute représentation, reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. Par ailleurs, la loi du 11 mars 1957 interdit formellement les copies ou les reproductions destinées à une utilisation collective.

© Éditions Technip, 2026

ISBN 978-2-7108-1204-3

Sommaire

Avant-propos	1
Chapitre 1	
L'Azerbaïdjan : là où les flammes dansent avec l'histoire	3
■ Yanar Dag, le cœur brûlant de la « Terre de Feu »	6
■ L'or noir et l'échiquier mondial : l'Azerbaïdjan, à la croisée des énergies ..	7
Chapitre 2	
Carrefour des mondes : les acteurs clés du Caucase à l'Asie centrale	9
Chapitre 3	
Azerbaïdjan, l'éternel carrefour	13
■ L'Azerbaïdjan, terre de brassages séculaires	13
Quand le Caucase était une plaque tournante des civilisations antiques	13
Un millénaire de dominations étrangères et de métissages culturels	14
De la gloire séfévide au joug russe : deux siècles de soubresauts	15
De « Paris du Caucase » à la première démocratie musulmane	16
Tragédies stalinienues et rêves d'émancipation en terre azerbaïdjanaise	18
Le Janvier Noir : un tournant décisif dans la géopolitique énergétique de l'Azerbaïdjan	19
■ À la croisée des mondes turc, slave et perse : une position stratégique	21
D'un Caucase montagneux aux plaines côtières caspiennes	21
Une identité multiculturelle aux racines turco-perses et caucasiennes	23

■ Un islam chiite modéré, teinté de traditions préislamiques	24
Musulmans, mais pas islamistes	25
■ L'Azerbaïdjan, un pays moderne clé de l'espace eurasiatique	27
L'Azerbaïdjan, un pivot géostratégique	29
L'Azerbaïdjan, maillon clé de l'artère stratégique qu'est le corridor médian ...	32
Bakou, lieu de rencontres diplomatiques discrètes	34

Chapitre 4

Bakou, berceau de la révolution pétrolière du XIX^e siècle	37
■ L'aube de l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise	37
■ Bibi-Heybat : berceau de l'innovation pétrolière et laboratoire de l'industrie moderne	38
■ Le développement de l'industrie pétrolière	41
■ L'arrivée des frères Nobel	42
■ L'arrivée des Rothschild	49
■ Vers Fiume, le chemin de l'or noir vers l'Europe centrale	50
■ Bakou, le carburant des ambitions nazies	52

Chapitre 5

La mer Caspienne et l'Asie centrale : enjeux géopolitiques et énergétiques	55
■ Le « Grand Jeu » : l'héritage géopolitique de la mer Caspienne	57
■ L'or noir et bleu : le trésor énergétique de l'Asie centrale	58
■ Le TCP : le rêve d'un pont énergétique sous la Caspienne	60
■ La course aux pipelines : les nouvelles routes de l'or noir	62
■ Kazakhstan : le géant pétrolier à la croisée des mondes	64
De Nazarbaïev à Tokaïev : la métamorphose du Kazakhstan	64
Les joyaux du Kazakhstan : Kashagan, Karachaganak et Tengiz	64
Au-delà de la Russie : les nouvelles artères énergétiques du Kazakhstan	67
■ Turkménistan : l'énigme gazière de l'Asie centrale	68
L'héritage soviétique : le modèle énergétique unique du Turkménistan	68
De la Caspienne à la Chine : l'odyssée du gaz turkmène	69
TAPI : le pipeline de la discorde et de l'espoir	70
Le Turkménistan aide l'UE grâce à l'Azerbaïdjan	71
■ Ouzbékistan : la renaissance d'un carrefour énergétique	73
La révolution silencieuse : l'Ouzbékistan de Mirziyoyev	73
■ L'Azerbaïdjan, dans le contexte énergétique de l'Asie centrale	74

Chapitre 6

L'Azerbaïdjan face à son voisinage : enjeux et défis d'une puissance régionale émergente	77
■ L'Azerbaïdjan et la Turquie : une proximité complexe, deux destins distincts	77
■ L'Azerbaïdjan et la Russie : un équilibre précaire, entre méfiance et pragmatisme	79
La stratégie du Kremlin face à l'indépendance azerbaïdjanaise	79
L'héritage soviétique : entre émancipation et dépendance (1991-2000)	80
Aliyev et le grand jeu caucasien (2000-2010)	81
Amis, ennemis ou « frenemies » ? Le casse-tête des relations actuelles	82
L'Ukraine, miroir des ambitions azerbaïdjanaises	82
L'incident aérien : la goutte russe qui fait déborder le vase azerbaïdjanais	84
■ Le retour du Karabakh	85
L'épilogue d'un conflit séculaire	91
■ Le Karabakh, source de matériaux	94
■ Le Nakhchivan, contexte géopolitique d'une exclave	95
Le corridor de Zanguezour : un projet stratégique, prémisses de la paix	96
■ L'Azerbaïdjan et l'Iran : entre tensions géopolitiques et coopération énergétique	102
Coopération énergétique	103
Ce qui déplaît à l'Iran	104
■ L'Azerbaïdjan et la Géorgie : une coopération stratégique avec quelques contentieux	104
■ Le dialogue 3 + 3	105

Chapitre 7

À Bakou, le pétrole n'est pas une ressource, c'est l'ADN d'une nation qui a transformé l'or noir en influence diplomatique ...	107
■ L'émergence d'un nouveau corridor énergétique	107
La vision stratégique de Heydar Aliyev	107
L'Azerbaïdjan : un acteur clé dans le jeu énergétique eurasiatique	110
■ Le gisement Azeri-Chirag-Gunashli : le trésor pétrolier qui a transformé l'Azerbaïdjan	111
De la découverte soviétique à l'exploitation post-indépendance	111
Du « <i>contrat du siècle</i> » à la reconfiguration régionale	112

■ L'oléoduc BTC : un corridor géopolitique majeur	114
Les détroits turcs : un verrou géopolitique à contourner	117
Surmonter les obstacles : de la géographie aux tensions politiques	121
Les défis de la construction du BTC	123
L'itinéraire contorsionné à travers trois pays	125
Entre sécurité et écologie : les défis du tracé BTC	125
Voix dissidentes : quand les communautés locales et les ONG s'opposent	127
■ Le pipeline BTC : quand l'or noir redessine la carte géopolitique du Caucase	129
Ingénierie et innovation dans la réalisation du BTC	129
Le financement et la viabilité économique du projet	130
■ Et si le BTC servait aussi au Kazakhstan ?	134

Chapitre 8

De l'ambition à la réalité : l'odyssée du gaz azerbaïdjanais vers l'Europe

■ South Stream : le colosse aux pieds d'argile	139
Le gaz russe vers la Turquie	143
■ Comment relier l'Azerbaïdjan à l'UE	145
Nabucco : the pipe dream	147
■ Shah Deniz : le joyau caspien qui a changé la donne	150
D'autres gisements commencent à se développer	155
■ Le corridor sud : l'artère vitale de la diversification énergétique européenne	156
TANAP : le pont énergétique entre l'Asie et l'Europe	157
De l'opposition à la nécessité : la métamorphose du TAP	157
L'Azerbaïdjan : nouvel acteur incontournable de l'échiquier énergétique européen	159
La fronde des oliviers : quand l'activisme local défie un projet énergétique européen	161
■ Du « contrat du siècle » à l'ère du gaz	163
■ L'UE veut davantage de gaz azerbaïdjanais... mais pour peu de temps ...	164
L'aide du Turkménistan... et de l'Iran	167
Qui va investir s'il n'y a pas de garantie de remboursement ?	169
Il faut donc des contrats à long terme	169

■ Le corridor sud et l'Azerbaïdjan : une odyssée énergétique au cœur des enjeux du XXI^e siècle	172
Le corridor sud, bouée de salut de la Slovaquie et d'autres États membres ? ...	174
L'Azerbaïdjan va-t-il alimenter l'Ukraine en gaz ?	176
Le corridor sud, emblème de la géopolitique de l'énergie	178
■ SOFAZ : le gardien pétrolier de l'Azerbaïdjan dans l'arène des fonds souverains mondiaux	180

Chapitre 9

Mer ou lac, l'argutie de la Caspienne	183
■ De Ronald Reagan à la Caspienne	183
En 1979, les États-Unis subissent une humiliation triple face à l'Iran	183
La convention qui met fin au pic de pétrole	184
■ Problème géopolitiquement insoluble	187
Perspectives et solutions pragmatiques	189
D'autres complications... ..	190
Ajouter de la valeur aux hydrocarbures	192

Chapitre 10

Le « Grand Jeu » des entreprises étrangères en Azerbaïdjan	193
■ La clairvoyance du besoin en énergie fossile du monde	193
■ Contrôler les vulnérabilités	196
■ Thatcher, BP et l'Azerbaïdjan : le triomphe discret du néo-impérialisme pétrolier britannique	197
■ Le « Grand Jeu » énergétique : comment les États-Unis ont courtisé l'Azerbaïdjan pour briser l'emprise russe sur la Caspienne	201
■ Chacun veut une place en Azerbaïdjan	202
■ L'exemple de l'intérêt pour le champ gazier Shah Deniz	205
■ Poursuivre la production des champs matures	206

Chapitre 11

Diplomatie du pétrole : comment l'Azerbaïdjan est devenu un allié clé d'Israël	209
■ Une symbiose inscrite dans la <i>realpolitik</i> régionale	210
■ L'Allemagne et l'Azerbaïdjan : pionniers de la réconciliation avec Israël ..	211

■ L'Azerbaïdjan et Israël : une alliance inattendue forgée par l'histoire et le pragmatisme	214
Le rôle de la communauté juive azerbaïdjanaise	215
L'évolution des relations diplomatiques	216
■ Un partenariat inattendu : l'alliance stratégique Azerbaïdjan-Israël	218
Des liens forgés dans l'adversité : la genèse d'une coopération unique	219
Les piliers d'une coopération multifacette	219
L'alliance entre l'Azerbaïdjan et Israël : un partenariat stratégique en développement	220
■ L'Iran : l'ombre qui plane sur l'alliance israélo-azerbaïdjanaise	221
Un modèle de pragmatisme diplomatique dans un monde en mutation	222
■ L'Azerbaïdjan exporte du pétrole en Israël	222
La situation énergétique d'Israël : un défi constant	223
La « révolution azerbaïdjanaise » : un tournant dans l'approvisionnement énergétique d'Israël	224
Le développement des infrastructures et du commerce pétrolier	224
■ L'Azerbaïdjan participe à la transformation énergétique d'Israël	227
■ Tamar, symbole du renforcement du partenariat israélo-azerbaïdjanais	229
L'Azerbaïdjan va-t-il aider l'UE à s'approvisionner en gaz israélien ?	232

Chapitre 12

Du pétrole divin à la diplomatie climatique :

l'Azerbaïdjan réécrit les règles à la COP29	235
■ Charm el-Cheikh	237
■ Dubaï	238
■ Bakou	241
Le cadeau de Dieu	243
■ La COP29 des coucous	245
La COP de la prospérité	247

Chapitre 13

L'électricité géopolitique	249
■ L'électricité, nouvel enjeu géopolitique	250
Une demande d'électricité croissante	250
L'indispensable réseau : colonne vertébrale méconnue des systèmes électriques	251

Les interconnexions pour une Europe énergétique sans frontières	252
Le défi des milliards pour tisser les interconnexions de demain	253
L'interconnexion méditerranéenne : un miroir du projet Caucase-Asie centrale	256
■ De l'électricité d'Azerbaïdjan pour l'UE ?	
Un défi technique, financier et géopolitique	256
Intérêts pour les pays impliqués et pour l'Union européenne	257
État d'avancement du projet et études de faisabilité	258
Difficultés techniques et financières	259
Risques géopolitiques et implications politiques	260
■ N'oublions pas Desertec	260
La maîtrise nationale de la production d'électricité : un enjeu stratégique et économique	264
Conclusion	
Une nouvelle guerre bouleverse l'équilibre géopolitique mondial et donc celui de l'Eurasie	267
■ La crise nucléaire iranienne : point de départ	269
■ Acculée, la République islamique d'Iran frappe partout	270
■ Même l'Azerbaïdjan est victime de la République islamique d'Iran	271
Index	275

Avant-propos

L'Azerbaïdjan, à la croisée des mondes et des enjeux énergétiques, incarne une vérité trop souvent méconnue, voire négligée : la géopolitique de l'énergie obéit à des lois pragmatiques immuables, où le réalisme prédomine sur les idéologies. Ce livre étudie comment ce pays, riche d'un siècle d'histoire pétrolière, a su maîtriser les règles essentielles de la puissance énergétique pour s'imposer comme un acteur incontournable, tant pour son développement que pour la sécurité de l'Union européenne.

À travers son parcours se dessine une leçon universelle : l'énergie reste un jeu d'échelles et d'influence, où la géographie, les ressources et la volonté politique déterminent le rang des nations. L'Azerbaïdjan illustre cette réalité avec une clarté déconcertante. Depuis l'indépendance, il a su transformer ses hydrocarbures en outils de souveraineté, négociant avec les grandes puissances sans jamais aliéner son autonomie.

Souvent prompt à juger les manières de gouverner, l'Union européenne a pourtant trouvé en Bakou un partenaire énergétique vital face aux pressions russes. Ce paradoxe révèle l'essence même de la géopolitique moderne : dans l'urgence des crises, les considérations moralisatrices laissent place aux nécessités stratégiques. En diversifiant ses alliances et en modernisant ses infrastructures, l'Azerbaïdjan démontre qu'un État peut concilier intérêts nationaux et rôle géostratégique global.

Ce livre ne se contente pas d'analyser les itinéraires des pipelines ou des contrats gaziers et pétroliers. Il dévoile comment les principes structurants de la géopolitique énergétique, à savoir le contrôle des routes, la diversification des débouchés, l'équilibre des dépendances et le rôle des grands groupes, prennent vie dans la politique d'un pays. On y découvrira comment Bakou joue des rivalités régionales,

exploite les transitions énergétiques et construit patiemment un réseau d'influence qui dépasse ses frontières.

En filigrane, une thèse s'impose : l'énergie demeure le sang de la géopolitique. En maîtrisant son cours, l'Azerbaïdjan offre à l'Union européenne une leçon de réalisme. Ce récit est celui d'une réussite nationale, mais aussi d'un laboratoire des équilibres mondiaux, où chaque décision énergétique éclaire les rapports de force.

L'Azerbaïdjan n'est pas seulement un pays, c'est un corridor énergétique où les pipelines dessinent les « nouvelles routes de la soie » du ^{xxi}e siècle.

Chapitre 1

L'Azerbaïdjan : là où les flammes dansent avec l'histoire

L'Azerbaïdjan, « *Terre de Feu* » et de mystères, porte en son sein une histoire millénaire gravée dans la roche et les flammes. Ce pays, niché entre les montagnes du Caucase et les rives de la mer Caspienne, tire son surnom de phénomènes naturels uniques qui ont façonné son identité au fil des siècles.

Depuis l'Antiquité, voyageurs et habitants ont été témoins de spectacles étranges : des feux jaillissant spontanément du sol, des collines embrasées brûlant sans répit, et des volcans de boue crachant leur fureur vers le ciel. Ces manifestations naturelles, dues à l'abondance de gaz naturel et de pétrole dans le sous-sol, ont nourri légendes et croyances.

Marco Polo, lors de son périple sur la Route de la soie, fut frappé par ces « *sources d'huile* » qui semblaient défier les lois de la nature. On appelle ces suintements de pétrole en surface des « *shows* ». Ils ont permis d'identifier les gisements, avant que les ingénieurs et géologues ne sachent les localiser.

L'histoire moderne de l'Azerbaïdjan est indissociable de ses ressources en hydrocarbures. Le premier puits de pétrole industriel au monde fut foré à Bakou en 1846, marquant le début d'une ère nouvelle. La ville se transforma rapidement, attirant industriels et aventuriers du monde entier, en quête de l'or noir.



FIG. 1. – Le premier puits de pétrole au monde (© S. Furfari, juin 2025).

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan se trouve à la croisée des chemins. Son économie, longtemps dépendante du pétrole et du gaz, cherche à se diversifier. Les gratte-ciels futuristes de Bakou symbolisent cette volonté de modernité tout en rendant hommage au passé flamboyant du pays.

Le feu demeure un symbole puissant et emblématique en Azerbaïdjan, pays que l'on surnomme, à juste titre, « la Terre de Feu ». Sur les hauteurs de Bakou, face au Parlement, trois immeubles modernes se dressent majestueusement, telles des flammes dansantes dans le ciel : les Flame Towers. Visibles de presque tous les points de la capitale, ces tours spectaculaires incarnent la fusion entre un héritage millénaire et les aspirations contemporaines d'une nation. Leur silhouette élancée évoque les flammes éternelles qui, depuis des temps immémoriaux, jaillissent naturellement du sol azerbaïdjanais, témoins des richesses en hydrocarbures qui ont façonné l'histoire du pays.

Cette omniprésence du feu dans l'identité nationale trouve ses racines dans l'antique religion zoroastrienne, où la flamme était vénérée comme symbole de pureté et de sagesse divine. Les temples du feu, comme celui d'Ateshgah, où brûlaient des flammes éternelles alimentées par le gaz naturel, attiraient jadis des pèlerins venus de contrées lointaines. Aujourd'hui encore, l'emblème national arbore fièrement

une flamme, figure de cette continuité historique et de la résilience d'un peuple qui, à l'image du feu, ne cesse de se réinventer tout en restant fidèle à ses origines.



FIG. 2. – Les tours de flammes à Bakou (© S. Furfari, 10 avril 2025).



FIG. 3. – Cette photo symbolise la modernité et la continuité : dans un champ d'olivier, un ancien puits continue de produire du pétrole tandis qu'à l'arrière gauche, sont visibles les Flames Towers (© S. Furfari, 7 avril 2025).

La nuit venue, lorsque les Flame Towers s'illuminent, transformant la *skyline* de Bakou en un spectacle féerique de lumières dansantes, elles rappellent au monde que l'Azerbaïdjan moderne, tout en embrassant son avenir, demeure profondément ancré dans cette symbolique du feu, qui a forgé son identité à travers les siècles.

■ Yanar Dag, le cœur brûlant de la « Terre de Feu »

Yanar Dag, connu sous le nom de « *Montagne Brûlante* », incarne ce phénomène. Ses flancs, léchés par des feux inextinguibles depuis des siècles, ont attiré pèlerins et curieux de tous horizons. Ce site fascinant se trouve à environ 25 km au nord-est de Bakou, sur la péninsule d'Absheron. Il se caractérise par des feux permanents sur le flanc d'une colline, créant un spectacle saisissant.

L'origine de ces flammes éternelles réside dans la géologie unique de la région. La péninsule d'Absheron est riche en gisements de gaz naturel. À Yanar Dag, le gaz s'échappe à travers des fissures dans la roche de grès poreuse et s'enflamme spontanément au contact de l'air. Ces feux peuvent atteindre 3 m de hauteur et brûlent sans interruption, résistant même aux intempéries. La température des flammes peut monter jusqu'à 1 000°C, ce qui en fait l'une des plus chaudes sur Terre.

Au-delà de son intérêt géologique, le site revêt une importance culturelle et historique pour l'Azerbaïdjan. Il est associé à d'anciennes croyances et rituels, notamment liés au zoroastrisme. Ces feux ont inspiré de nombreuses légendes et mythes locaux, certains leur attribuant des pouvoirs de guérison.



Fig. 4. – Yanar Dag brûle encore en juin 2025 (© S. Furfari).

Aujourd'hui, Yanar Dag est devenu une attraction touristique populaire et un symbole de l'Azerbaïdjan. Le site offre le spectacle impressionnant des brasiers et une vue panoramique sur la mer Caspienne

L'Azerbaïdjan reste un pays de contrastes, où l'ancien et le moderne se côtoient, où tradition et progrès s'entremêlent. La « *Terre de Feu* », forgée par les flammes et l'histoire, continue d'écrire son récit, un chapitre à la fois, dans le grand livre du temps.

■ L'or noir et l'échiquier mondial : l'Azerbaïdjan, à la croisée des énergies

Dans les chapitres suivants, nous plongerons plus profondément dans l'histoire énergétique fascinante de cette « *Terre de Feu* », explorant son passé riche, son présent dynamique et son avenir complexe. Comme les embrasements qui dansent sur les collines de Yanar Dag, l'histoire de l'Azerbaïdjan continue de brûler avec intensité, éclairant les enjeux géopolitiques cruciaux de notre époque.

Le passé nous ramènera aux premiers jours de l'exploitation pétrolière, quand les *derricks* en bois s'élevaient au-dessus des champs pétrolifères de Bakou, attirant pionniers et visionnaires du monde entier. Nous explorerons comment cette ressource a façonné l'économie, la culture et l'identité même de la nation azerbaïdjanaise. Des fortunes colossales ont été bâties et perdues, des empires industriels ont émergé, transformant un paysage autrefois désertique en un centre névralgique de l'industrie pétrolière mondiale.

Le présent nous conduira au cœur de l'Azerbaïdjan moderne, un pays en pleine transformation, qui cherche à maintenir son rôle stratégique dans le paysage énergétique mondial. C'est dans ce contexte que s'inscrit le discours du président Ilham Aliyev lors de l'ouverture de la COP29 à Bakou, un moment charnière illustrant les tensions géopolitiques et les enjeux économiques auxquels le pays est confronté.

Durant cette conférence sur le climat, le président Aliyev a fermement défendu la position de l'Azerbaïdjan sur la scène énergétique mondiale. Il a rappelé que le premier puits de pétrole industriel au monde a été foré à Bakou en 1846, soulignant l'importance historique et stratégique de son pays dans le domaine énergétique. Avec éloquence, Aliyev a qualifié les ressources naturelles de son pays de « *cadeau de Dieu* », englobant le pétrole et le gaz, ainsi que d'autres ressources naturelles.

Ce discours, prononcé dans un climat de tensions géopolitiques croissantes, a mis en lumière les défis auxquels l'Azerbaïdjan est confronté. D'un côté, le pays cherche à maintenir son rôle de fournisseur énergétique fiable, notamment pour l'Europe qui a sollicité davantage de gaz azerbaïdjanais, à la suite de la crise énergétique de 2022. De l'autre, il doit naviguer dans les eaux troubles de la diplomatie internationale et des pressions environnementales.

Aliyev a abordé ces enjeux de front, soulignant que l'Azerbaïdjan ne représente que 0,1 % des émissions mondiales, tout en défendant le droit de son pays à exploiter ses ressources naturelles. Il a critiqué ce qu'il perçoit comme une hypocrisie occidentale, pointant du doigt les États-Unis comme étant le plus grand producteur de pétrole au monde, tout en appelant à des réductions des émissions de carbone.

Ce discours ouvre la voie à l'exploration du futur énergétique de l'Azerbaïdjan dans les chapitres à venir. Nous examinerons comment ce pays, berceau de l'industrie pétrolière moderne, envisage son avenir énergétique dans un monde en mutation. Quelles sont les stratégies mises en place pour maintenir sa position géopolitique clé ? Comment l'Azerbaïdjan peut-il capitaliser sur son expertise en matière d'hydrocarbures pour rester un acteur incontournable sur l'échiquier énergétique mondial ?

Nous explorerons en profondeur les défis géopolitiques auxquels le pays est confronté. Comment l'Azerbaïdjan navigue-t-il entre les intérêts concurrents des puissances régionales et mondiales ? Quel rôle peut-il jouer dans la sécurité énergétique de l'Europe tout en préservant ses propres intérêts nationaux ?

Les chapitres à venir promettent un voyage fascinant à travers le temps et l'espace, des premiers jours de l'exploitation pétrolière aux enjeux géopolitiques actuels et futurs. Comme les feux qui ont donné son nom à cette terre, l'histoire énergétique de l'Azerbaïdjan continue de brûler avec intensité, illuminant son propre chemin, et les complexités du paysage énergétique mondial.

Alors que nous tournons ces pages, nous verrons comment la « *Terre de Feu* », forgée par des siècles d'histoire tumultueuse et de richesses souterraines, se prépare à relever les défis d'un monde en constante évolution. L'Azerbaïdjan, pays où le feu jaillit de la terre depuis des millénaires, pourrait bien continuer à jouer un rôle crucial dans l'équilibre énergétique mondial, prouvant, une fois de plus, que du feu peut naître la lumière de l'innovation stratégique et de l'influence géopolitique.

Chapitre 10

Le « Grand Jeu » des entreprises étrangères en Azerbaïdjan

Dès la chute de l'Union soviétique en 1991, les pays d'Asie centrale ont obtenu leur indépendance. Cette nouvelle donne géopolitique a suscité l'intérêt des entreprises étrangères, principalement des compagnies pétrolières et gazières. En effet, ces dernières étaient parfaitement conscientes du potentiel énergétique considérable que recelait cette région, jusque-là isolée du monde occidental. L'ouverture de ces pays représentait ainsi une opportunité économique majeure pour ces multinationales, avides d'exploiter les vastes ressources naturelles de la région. On comprend que le souvenir du « Grand Jeu », la rivalité géopolitique et diplomatique qui opposait l'Empire britannique et l'Empire russe au XIX^e siècle pour la domination de l'Asie centrale, se retrouve un siècle plus tard, car la géographie n'a pas changé.

■ La clairvoyance du besoin en énergie fossile du monde

Fraîchement sorti de l'Union soviétique, le jeune État azerbaïdjanais se trouvait confronté à un défi redoutable : développer son secteur énergétique, malgré un

cruel manque de financements et d'expertise technique. Les autorités de Bakou comprirent alors l'impérieuse nécessité de s'assurer le concours financier et l'appui technologique des puissances occidentales, pour exploiter les abondantes ressources énergétiques enfouies dans le sous-sol national.

Exactement ce que les compagnies internationales désiraient. Elles virent une formidable opportunité de s'implanter durablement en Azerbaïdjan. Disposant de ressources financières colossales et du savoir-faire technique indispensable, ces majors représentaient des partenaires de choix pour le gouvernement azerbaïdjanais.

Cette quête de partenariats étrangers s'annonçait semée d'embûches. Il s'agissait en effet, pour l'Azerbaïdjan, de mener de front une double stratégie : d'une part, diversifier ses approvisionnements énergétiques afin de ne pas dépendre d'un unique allié ; d'autre part, ménager avec tact les intérêts parfois contradictoires des différents acteurs internationaux, convoitant l'accès à ses précieuses réserves pétrolières et gazières. Un véritable casse-tête géopolitique et diplomatique attendait les dirigeants azerbaïdjanais.

Je rappelle l'anecdote révélatrice de cette époque, lorsque mon directeur d'alors m'avait confié : « *Cette région est l'endroit au monde où la concentration d'espions est la plus élevée.* » Cette déclaration illustre parfaitement les enjeux stratégiques et géopolitiques colossaux, qui entouraient l'indépendance des pays d'Asie centrale, riches en hydrocarbures. Cependant, cette vive compétition autour des ressources énergétiques a permis à l'Azerbaïdjan d'attirer les investissements étrangers indispensables à son développement économique et à la modernisation de ses infrastructures pétrolières et gazières, jetant ainsi les bases de sa prospérité future.

Les investissements étrangers ont joué un rôle primordial dans l'essor du secteur énergétique azerbaïdjanais, faisant de ce pays un acteur incontournable sur l'échiquier mondial de l'énergie. Ils ont facilité le transfert de technologie et d'expertise, permettant l'exploitation efficace de champs *offshore* complexes – comme les techniques de forage avancées pour l'exploration en eaux profondes, la récupération assistée du pétrole (EOR), et les systèmes de production *offshore*. Les investissements étrangers sont aussi importants dans l'aval du secteur pétrolier et gazier, comme les raffineries et les industries pétrochimiques. Ils contribuent à développer une économie plus diversifiée, à réduire la dépendance à l'égard de la vente de pétrole brut et de gaz, et à ajouter de la valeur grâce à la transformation locale et à l'exportation de produits raffinés.

La raffinerie de pétrole Heydar Aliyev, située à Bakou et propriété de l'entreprise nationale SOCAR, joue un rôle clé dans le secteur énergétique du pays.

Actuellement, elle fait l'objet d'un vaste projet de modernisation qui vise à rétablir son efficacité, ainsi qu'à accroître sa capacité de traitement, qui passera de 6 à 7,5 Mt/an. Dans le cadre de ce projet, des accords de licence et de conception ont été signés avec la société française Axens, pour l'installation d'une unité de craquage catalytique en lit fluidisé. Cette technologie permettra d'augmenter la qualité des produits pétroliers, et de répondre aux normes environnementales modernes.

La modernisation de la raffinerie Heydar Aliyev est essentielle pour renforcer la position de l'Azerbaïdjan sur le marché mondial de l'énergie. Elle reflète l'engagement de l'Azerbaïdjan à moderniser son infrastructure énergétique, et à maintenir sa compétitivité dans un secteur en constante évolution.

Keppel Corporation, une société de Singapour, a conçu le chantier naval de Bakou, dans le cadre d'une coentreprise avec la State Oil Company of Azerbaijan Republic (SOCAR) et l'Azerbaijan Investment Company. Cette installation, opérationnelle depuis 2013, prend en charge la construction et l'entretien des navires indispensables aux projets énergétiques *offshore*.

Les entreprises internationales proposent souvent une formation à leur personnel local. Cela permet de créer une main-d'œuvre plus qualifiée et de consolider, sur le long terme, les capacités du secteur énergétique de l'Azerbaïdjan.

La participation d'entreprises multinationales a amélioré l'accès de l'Azerbaïdjan aux marchés et aux financements internationaux, garantissant ainsi la viabilité des projets à grande échelle. Enfin, les partenariats étrangers ont conforté la position géopolitique de l'Azerbaïdjan, en alignant ses intérêts énergétiques sur ceux des principales puissances mondiales. De cette manière, l'Azerbaïdjan a pu moderniser ses infrastructures et exploiter les abondantes réserves d'hydrocarbures de la mer Caspienne. Héritier d'une longue tradition pétrolière dans cette région depuis 1846, l'Azerbaïdjan a transformé ses ressources naturelles en un puissant outil géopolitique et ce, dès son accès à l'indépendance en 1991.

Le pays a formé ainsi une politique énergétique ambitieuse, véritable moteur de son économie et de son affirmation sur la scène internationale. L'Azerbaïdjan est devenu un stratège géopolitique majeur dans le domaine des hydrocarbures, redessinant les alliances eurasiatiques. Bakou a su manœuvrer avec habileté dans le « Grand Jeu » caspien, faisant de son territoire un laboratoire où s'articulent rapports de force énergétiques et réalités géopolitiques. L'Azerbaïdjan a donc réussi à conjuguer hydrocarbures et *realpolitik*, regroupant ces deux éléments au service de ses intérêts nationaux.

■ Contrôler les vulnérabilités

Si les investissements étrangers ont été bénéfiques, ils posent également des défis. La dépendance de l'Azerbaïdjan à l'égard du financement et de l'expertise externes peut créer des vulnérabilités, en particulier face aux tensions géopolitiques ou aux changements dans les priorités des investisseurs.

Par ailleurs, l'Azerbaïdjan doit veiller à ce que les investissements étrangers soient en adéquation avec ses objectifs économiques et environnementaux à long terme. Sa dépendance à l'égard des pipelines, pour l'exportation de pétrole et de gaz, est une arme à double tranchant, créant à la fois des vulnérabilités et des opportunités. Sa capacité à naviguer dans ces complexités – grâce à des alliances stratégiques, à la diversification des marchés et à de solides mesures de sécurité – déterminera son succès dans l'exploitation de ses ressources énergétiques pour en tirer un avantage géopolitique.

Les pipelines azerbaïdjanais traversent plusieurs pays. Tout conflit ou instabilité dans ces pays de transit peut perturber le flux d'énergie, et générer un risque pour la continuité des exportations de l'Azerbaïdjan. Sa dépendance à l'égard des oléoducs et gazoducs l'oblige à maintenir des relations stables et coopératives avec les pays de transit, comme la Géorgie, la Turquie et la Grèce. L'instabilité récente de la Géorgie, par exemple, pourrait perturber les exportations et ainsi compromettre la stabilité économique et la réputation de l'Azerbaïdjan sur la scène internationale. Toute rupture diplomatique ou tout changement de politique dans ces pays peut avoir un impact significatif sur les capacités d'exportation d'énergie de l'Azerbaïdjan, et donc aussi sur sa stabilité. Le pays ayant une opposition politique limitée, ce risque d'instabilité pourrait fragiliser sa production et ses exportations d'énergie.

Les crises récentes – sabotage de Nord Stream 1 et 2, suspension de Yamal-Europe par la Biélorussie, ou arrêt définitif des flux transitant par l'Ukraine – ont démontré la vulnérabilité intrinsèque des approvisionnements pipeliniers. À l'inverse du gaz naturel liquide (GNL), dont les cargaisons s'adaptent aux aléas géopolitiques, les gazoducs azerbaïdjanais enferment leurs opérateurs dans un carcan d'infrastructures immuables.

L'Azerbaïdjan, bien que maître du corridor sud-est européen, reste confronté à une contrainte structurelle majeure : ses exportations dépendent de tracés terrestres rigides, à l'image des artères russes aujourd'hui paralysées. Ces infrastructures figées lient durablement un fournisseur à un client par le biais de contrats à long terme, ce qui limite la flexibilité des échanges. Comme pour un tango, la

réussite repose sur une parfaite synchronisation entre deux partenaires, mais ici, l'équilibre est fragile et soumis aux aléas géopolitiques.

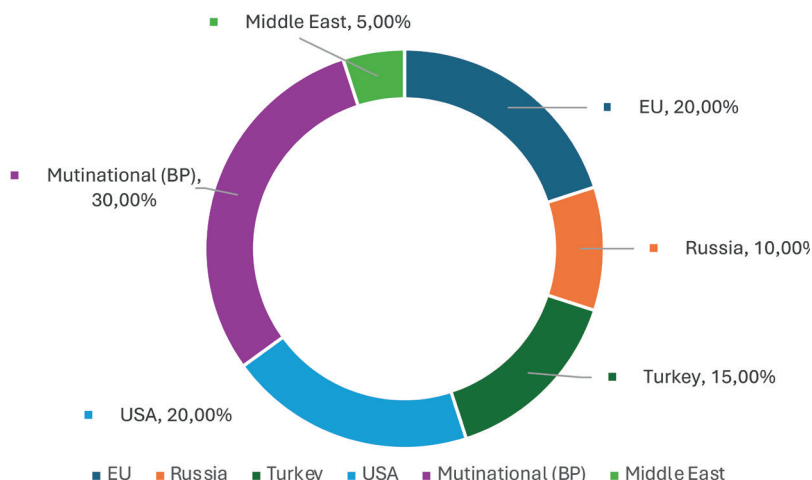


FIG. 50. – Principaux pays investisseurs dans le secteur énergétique azerbaïdjanais (d'après les données du ministère de l'Énergie d'Azerbaïdjan).

■ Thatcher, BP et l'Azerbaïdjan : le triomphe discret du néo-impérialisme pétrolier britannique

Le groupe British Petroleum (aujourd'hui BP) a toujours été aux premiers postes de la géopolitique de l'énergie. BP tire ses origines de l'Anglo-Persian Oil Company, créée en 1914 après que Winston Churchill – alors Premier Lord de l'Amirauté – eut plaidé pour la sécurisation des ressources pétrolières du Moyen-Orient, afin d'alimenter la marine britannique. À la conférence de San Remo en 1920, lors du découpage de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale, Churchill a manœuvré pour que le Royaume-Uni prenne le contrôle des zones pétrolières. Il a ainsi négocié l'entrée de l'Amirauté dans la compagnie, rebaptisée Anglo-Iranian Oil Company en 1935. Par la suite, le gouvernement de Margaret Thatcher a vendu les dernières parts de BP, détenues par l'État britannique, lors de ses efforts de privatisation dans les années 1980. En 1998, après la fusion avec l'entreprise américaine Amoco, BP devient une multinationale publique, mais maintient ses liens historiques avec la politique et la diplomatie britanniques. La création même de l'entreprise était motivée par une stratégie géopolitique, et elle continue d'opérer dans des régions sensibles où les intérêts commerciaux croisent les préoccupations de la politique étrangère – comme l'Azerbaïdjan !

L'ADN de BP reste entrelacé avec la sphère politique, c'est aussi la raison pour laquelle elle a été parmi les premières entreprises du secteur pétrolier à embrasser les politiques vertes⁸⁹. Cependant, ses principaux actionnaires (Vanguard, BlackRock et Norges Bank qui représentent environ 20 % des actions) ne désirent plus que le groupe sous-performe, et vont probablement le forcer à abandonner cette stratégie, perçue comme politiquement correcte mais peu rentable⁹⁰.

L'implication précoce et déterminante de BP en Azerbaïdjan, après l'indépendance de 1991, s'inscrit dans une logique géopolitique anglo-saxonne articulée autour de trois axes stratégiques : la redéfinition des corridors énergétiques eurasiatiques ; l'exploitation méthodique des failles structurelles d'un État postsoviétique en restructuration ; et l'intégration des intérêts corporatistes dans la politique étrangère britannique.

Dès 1992, BP identifie l'Azerbaïdjan comme un pivot indispensable pour contourner l'hégémonie russe sur les flux énergétiques vers l'Europe. Le projet d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC, voir chapitre 7), opérationnel en 2006 sous maîtrise d'œuvre exclusive de BP, matérialise cette ambition atlantiste. Avec un débit de 1,2 Mb/j, cet axe permet d'exporter le pétrole caspien par la Méditerranée orientale, réduisant la dépendance européenne à Gazprom de 15 % dès 2010. La localisation géographique de l'Azerbaïdjan en fait simultanément un avant-poste sécuritaire pour l'OTAN.

Le soutien actif du gouvernement britannique a été déterminant pour cette réussite⁹¹. Dès 1992, Margaret Thatcher est devenue consultante pour BP, après avoir quitté ses fonctions de Premier ministre britannique en 1990, soit un an avant l'indépendance de l'Azerbaïdjan de l'URSS. Des archives du *Foreign Office* révèlent douze rencontres documentées entre Thatcher et des dirigeants azerbaïdjanais, entre 1991 et 1993⁹². L'ancienne Première ministre a joué un rôle essentiel pour faciliter l'entrée de BP en Azerbaïdjan. En 1992, elle s'est rendue dans ce pays

89. J'ai eu personnellement l'occasion de travailler avec eux sur plusieurs aspects. En 2006, alors que je supervisais ce dossier et que l'Union européenne discutait de l'adoption d'une exigence de 10 % de biocarburants dans les carburants destinés aux transports, BP a annoncé qu'elle investirait 500 millions de dollars dans les biocarburants dans un centre de recherche appelé BP Energy Biosciences Institute, en collaboration avec l'Université de Californie à Berkeley, le Lawrence Berkeley National Lab et l'Université de l'Illinois. Cette somme, répartie sur plusieurs années, équivalait à 5 % des bénéfices de BP en 2018. Je me souviens même avoir été filmé pour l'un de leurs films « verts ».

90. <https://www.telegraph.co.uk/business/2025/02/23/bp-the-oil-industrys-biggest-loser-on-net-zero/>

91. C'est une constante pour les Britanniques depuis que Winston Churchill a découvert l'importance de la géopolitique de l'énergie.

92. Peter Geoghegan, *BP in Azerbaïdjan*, London Review of books, Vol. 46, No. 21, 7th November 2024, <https://www.lrb.co.uk/the-paper/v46/n21/peter-geoghegan/short-cuts>

nouvellement indépendant, à la demande de BP, et a conclu un accord lucratif en fournissant 30 millions de dollars à l'Azerbaïdjan. Cela a permis à BP de signer un contrat avec la compagnie pétrolière nationale SOCAR, lui accordant les droits exclusifs d'exploitation du champ pétrolier de Chirag et de l'énorme champ gazier de Shah Deniz.

L'implication de Thatcher faisait partie d'une stratégie plus large, préconisée pendant son mandat, pour rechercher agressivement des opportunités dans l'ex-Union soviétique. Lors de sa privatisation en 1987, BP était surnommée « *société à deux pipelines* » et considérée comme relativement petite, en raison de sa forte dépendance à l'égard des réserves de la mer du Nord et de l'Alaska. Consciente de la menace d'une éventuelle prise de contrôle hostile, Thatcher a exhorté BP à étendre ses activités vers l'est, en demandant à John Browne, alors directeur général de la division Exploration et Production de BP, de « *se rendre à Moscou et de faire en sorte que quelque chose se passe.* » Après trois décennies d'aventures complexes en Russie, marquées par des partenariats conflictuels (TNK-BP) et une participation controversée dans Rosneft, BP a finalement quitté le pays en 2022, subissant une perte de 25 milliards de dollars tout en illustrant les risques géopolitiques des alliances énergétiques.

À cause de la concurrence des grandes entreprises américaines, BP s'est implantée difficilement au Kazakhstan. En revanche, l'entreprise a connu plus de succès en Azerbaïdjan, en s'alignant étroitement sur le gouvernement britannique. Lorsque BP a ouvert son premier bureau à Bakou, quelques mois avant la visite de Thatcher, les Britanniques avaient des relations diplomatiques avec l'Azerbaïdjan, mais pas d'ambassade physique. Cette confusion entre les intérêts de l'entreprise et ceux de l'État, évocatrice de l'ère coloniale, a été « *essentielle* », selon John Browne, pour naviguer dans le paysage commercial postsoviétique, où les « *transactions de gouvernement à gouvernement* » étaient plus facilement acceptées. Dans *Beyond Business*⁹³, Lord Browne of Madingley décrit comment il a sollicité Thatcher pour légitimer l'accord, face à un gouvernement azerbaïdjanais méfiant. Il précise : « *Sa présence a transformé la dynamique. Les Azéris ne la voyaient pas comme une envoyée de l'entreprise, mais comme la Grande-Bretagne incarnée. [...] Elle a savouré ce rôle et m'a dit en privé : "c'est ainsi que la diplomatie devrait fonctionner – de façon décisive et professionnelle".* » Le concept de notre livre prouve, encore une fois, toute sa pertinence.

93. *Beyond Business: An Inspirational Memoir from a Visionary Leader*, Orion Publishing Group, Limited, 2010 (p. 64-65)

Notons que c'est Lord Browne, l'artisan du succès du renouveau pétrolier de l'Azerbaïdjan, qui avait changé le nom de British Petroleum en « Beyond Petroleum », pensant que l'ère du pétrole était révolue. Comme nous l'avons souligné, cette compagnie s'est lourdement trompée, et à répétition, sur son amour-haine du pétrole. Plutôt que Beyond Petroleum on assiste à *Back to Petroleum* en gardant toujours les emblématiques lettres BP.

Le *Foreign Office* parachève cette stratégie : déploiement des SAS pour sécuriser les installations en 1994 ; lobbying à l'ONU sur le dossier du Karabakh ; légitimation internationale du gouvernement Aliyev par une visite d'État à Londres, en 1998. Cette porosité État-entreprise atteint son apogée avec la reconversion de Tim Eggar, ministre britannique de l'Énergie, à la présidence de SOCAR UK en 2000.

En 1994, l'accord négocié par Thatcher a été officialisé par le « contrat du siècle », un accord de partage de la production entre l'Azerbaïdjan et un consortium de onze compagnies pétrolières, dirigé par BP. Cet accord attribuait au consortium le contrôle d'une zone industrielle de 330 km² dans la mer Caspienne, en échange de 7,4 milliards de dollars d'investissement, et d'un futur partage des revenus pour l'Azerbaïdjan. BP capitalise sur des conditions d'extraction exceptionnelles : en Caspienne, des coûts *offshore* limités à 7-9 dollars le baril – soit 70 % de moins qu'en mer du Nord – et des réserves prouvées de 7 Gb sur le seul champ d'Azeri-Chirag-Gunashli (ACG). Le contrat de partage de production (PSA) scelle cet avantage compétitif. Il octroie à BP : 75 % des revenus après récupération des coûts ; une clause de stabilisation juridique jusqu'en 2050 ; et le statut d'opérateur unique, avec presque un tiers des parts. Rédigé avec des consultants juridiques britanniques, ce dispositif contractuel demeure, aujourd'hui encore, le plus favorable qui ait jamais été accordé à une major dans l'ex-URSS.

Trente ans plus tard, cet alignement parfait d'intérêts – contrôle atlantiste des flux énergétiques, rentabilité capitalistique, consolidation d'un régime client – fait de BP l'entreprise étrangère dominante en Azerbaïdjan, avec 65 % de la production hydrocarbonée nationale. Ce cas d'école illustre comment une entreprise peut incarner, à l'échelle globale, la projection de puissance d'un État, transformant des pipelines en instruments de gouvernance de la géopolitique de l'énergie.

■ Le « Grand Jeu » énergétique : comment les États-Unis ont courtisé l'Azerbaïdjan pour briser l'emprise russe sur la Caspienne

À la chute du rideau de fer, les États-Unis ont rapidement identifié les enjeux géopolitiques et économiques majeurs que représentait la riche région caspienne, véritable réservoir énergétique mondial. Dès la fin des années 1990, la première administration Bush (père) a clairement affiché la volonté américaine de resserrer les liens avec les nouvelles nations caucasiennes, à commencer par l'Azerbaïdjan. Les États-Unis ont fortement soutenu le rôle de l'Azerbaïdjan dans la diversification des approvisionnements énergétiques de l'UE, en créant un climat d'investissement favorable dans ce pays, et en soutenant les projets énergétiques qui servent les intérêts de l'Occident. Sous la présidence de Clinton, puis lors du second mandat de George W. Bush, Washington a significativement renforcé son engagement dans le Caucase du Sud par le biais d'une coopération militaire accrue, de partenariats économiques élargis, et du développement ciblé d'infrastructures énergétiques.

En 1999, le Congrès américain a adopté le « *Silk Road Strategy Act* », véritable feuille de route visant à apporter un soutien politique et financier appuyé, pour :

- faciliter la résolution des conflits régionaux ;
- répondre aux besoins humanitaires ;
- stimuler le développement économique ;
- moderniser les réseaux de transports et télécommunications ;
- sécuriser les frontières ;
- et enfin, promouvoir la démocratie dans les jeunes États du Caucase et d'Asie centrale.

Quelques années plus tard, en 2006, les législateurs ont proposé une mise à jour de cette stratégie de la Route de la soie, afin de l'adapter aux nouvelles données géopolitiques. L'objectif était alors de recentrer l'assistance américaine vers le renforcement de l'indépendance économique et politique des pays caucasiens et centrasiatiques, désormais à même d'assurer leur souveraineté, après les bouleversements des années 1990.

Cette réorientation de la diplomatie américaine démontre la détermination de Washington à jouer un rôle moteur dans la stabilisation et le développement du Caucase du Sud – région stratégique pour ses immenses gisements énergétiques,

capable de contenir les influences russes et iraniennes. L'Azerbaïdjan, riche en hydrocarbures et allié traditionnel des Occidentaux, est devenu aussi un partenaire privilégié des États-Unis, dans leur politique d'endiguement.

Ainsi, dans les années 1990, les compagnies américaines ExxonMobil et Chevron ont rejoint le « *contrat du siècle* », piloté par BP. Un acte qui reflète la stratégie américaine pour sécuriser l'accès aux ressources énergétiques, tout en réduisant l'influence russe dans la région caspienne.

■ Chacun veut une place en Azerbaïdjan

Les compagnies énergétiques d'État turques, comme TPAO, détiennent des participations importantes dans les projets énergétiques azerbaïdjanais, notamment l'oléoduc BTC et le gazoduc transanatolien TANAP. Ankara considère Bakou comme un partenaire vital, pour réaliser son ambition de devenir une plaque tournante énergétique régionale, facilitant le transit des ressources énergétiques caspiennes vers les marchés européens. Cette alliance stratégique, qui s'inscrit dans les aspirations géopolitiques de la Turquie, arrange bien l'Azerbaïdjan.

Bien que l'Azerbaïdjan ait pris des mesures pour réduire sa dépendance envers les infrastructures énergétiques russes, Moscou maintient une présence dans le secteur énergétique du pays, grâce à l'implication de compagnies comme Lukoil, qui détient presque 20 % du champ de Shah Deniz. Les intérêts du Kremlin sont doubles : d'une part, influencer la dynamique des flux énergétiques caspiens et, d'autre part, préserver sa pertinence stratégique dans une région qu'elle a historiquement dominée.

Les États membres de l'Union européenne, spécialement l'Italie et la Grèce, ont pleinement investi dans les projets gaziers azerbaïdjanais, en particulier le corridor gazier sud (SGC). L'Italie est ainsi le principal consommateur de gaz azerbaïdjanais, qu'elle reçoit par le gazoduc transadriatique TAP. La Norvège, à travers Equinor (anciennement Statoil), a également joué un rôle significatif dans le secteur pétrolier et gazier de l'Azerbaïdjan. Equinor faisait partie des sociétés pétrolières étrangères qui, en 1994, ont signé un accord de partage de production (PSA) avec SOCAR, pour le développement des champs pétroliers ACG dans le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne. La Norvège a été un partenaire stratégique, en fournissant une expertise technique dans les opérations *offshore*. Cependant, Equinor a signé un accord pour céder tous ses actifs restants en Azerbaïdjan à SOCAR.

Marquant une diversification notable des investissements étrangers, au-delà des secteurs traditionnels du pétrole et du gaz, des entreprises du Moyen-Orient comme Masdar (EAU) et ACWA Power (Arabie saoudite) se sont implantées sur le marché azerbaïdjanais, en canalisant des investissements dans le secteur émergent des énergies renouvelables du pays.

À travers ces partenariats multiformes, l'Azerbaïdjan a su tirer parti de ses ressources énergétiques pour forger des alliances stratégiques, et attirer des investissements étrangers d'une grande diversité. Cette approche renforce son développement économique, accroît son influence régionale, ainsi que son pouvoir de négociation sur l'échiquier énergétique mondial.

Les investissements occidentaux ont conforté l'intégration de l'Azerbaïdjan à l'Europe et aux États-Unis, cimentant son rôle pivot en tant que fournisseur d'énergie non russe. Cet alignement stratégique a profondément façonné le paysage géopolitique et les objectifs politiques de Bakou.

Une priorité clé, pour l'Azerbaïdjan, a été de gérer avec dextérité ses relations avec les puissances régionales – la Russie, la Turquie et l'Iran. L'afflux d'investissements étrangers a permis à Bakou de poursuivre une approche calibrée, évitant une dépendance excessive ou une domination par un seul acteur. Grâce à cette stratégie judicieuse, l'Azerbaïdjan a réussi à naviguer dans le dédale complexe d'intérêts concurrents, tout en préservant sa souveraineté.

Par ailleurs, les flux substantiels de revenus, générés par les investissements étrangers, ont été déterminants pour consolider l'indépendance économique azerbaïdjanaise. La création du Fonds pétrolier d'État (SOFAZ) a été la pierre angulaire de cette entreprise, assurant une gestion efficace des recettes pétrolières et gazières, et favorisant une stabilité économique durable. Cette autonomie financière a permis à Bakou de tracer une ligne politique indépendante, à l'abri des pressions extérieures indues (voir chapitre 8).

En substance, l'investissement étranger a été le socle du secteur énergétique azerbaïdjanais, élaborant ses politiques, le développement de ses infrastructures, et sa stratégie géopolitique d'ensemble. Cet afflux de capitaux a été vital pour la croissance économique et l'avancement technologique, mais l'Azerbaïdjan doit faire preuve de prudence dans la gestion de ses partenariats étrangers. Trouver le juste équilibre, entre tirer parti des investissements externes et préserver la souveraineté nationale, sera crucial, dans le paysage complexe des puissances mondiales aux intérêts concurrents.

Bien que le gouvernement azerbaïdjanais soit parfois l'objet de critiques dans les médias occidentaux, concernant son degré d'ouverture et d'adhésion aux valeurs démocratiques, force est de constater que le pays connaît une période de prospérité économique sans précédent, au bénéfice direct de sa population. Les autorités de Bakou aspirent légitimement à définir leur trajectoire politique, selon leurs propres priorités nationales, sans ingérence extérieure excessive.

Il convient de souligner que l'Occident, lui-même, n'adopte pas toujours une approche univoque sur la question de la démocratie. Par réalisme, la stabilité d'un partenaire comme l'Azerbaïdjan revêt souvent une importance stratégique supérieure à la promotion accélérée de réformes démocratiques, qui pourrait se révéler déstabilisatrice à court terme.

Le gouvernement actuel de Bakou, quoique dépourvu d'une opposition politique forte, est donc perçu comme un garant de la stabilité régionale – condition indispensable au développement économique durable du pays, et à la sécurité énergétique de ses partenaires.

C'est, d'ailleurs, cette dernière considération qui motive l'Union européenne et d'autres alliés, comme Israël, à cultiver d'étroites relations avec l'Azerbaïdjan. Ils apprécient son rôle d'approvisionneur fiable en hydrocarbures, contrepoids bienvenu à la dépendance envers d'autres fournisseurs. La *realpolitik* commande ainsi de ménager ce partenariat stratégique, malgré certaines divergences sur le plan des valeurs.

En définitive, l'Azerbaïdjan moderne aspire à poursuivre sur la voie d'un développement économique et social harmonieux, tout en préservant sa souveraineté et sa stabilité, gages de sécurité et de prospérité pour l'ensemble de la région.

« *La Grande-Bretagne n'a pas d'amis permanents ni d'ennemis permanents ; elle n'a que des intérêts permanents.* » Cette maxime cynique, mais réaliste, prononcée par Lord Palmerston, ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre britannique au XIX^e siècle, résume à elle seule la froide logique qui sous-tend la conduite de la géopolitique partout dans le monde, et donc aussi en Azerbaïdjan et dans les autres pays de la zone caspienne.

En effet, loin des considérations morales ou sentimentales, les relations entre nations obéissent, avant tout, à un implacable calcul d'intérêts. Amitiés et inimitiés ne sont que des constructions éphémères, mouvantes, au gré des rapports de force et des enjeux du moment. Seule compte la poursuite rationnelle et inflexible de ce qui sert les objectifs stratégiques, et la puissance d'un État sur l'échiquier mondial.

C'est dans cette optique que doit se lire l'attitude des grandes puissances occidentales vis-à-vis de l'Azerbaïdjan. Au-delà des critiques occasionnelles sur les

carences démocratiques de Bakou, la *realpolitik* exige le respect de ce partenaire clé, contributeur essentiel à la sécurité énergétique européenne, et contrepoids opportun face à l'influence russe dans cette région stratégique.

■ L'exemple de l'intérêt pour le champ gazier Shah Deniz

Dès son lancement, le champ gazier *offshore* Shah Deniz a illustré la capacité de Bakou à fédérer des acteurs internationaux, autour d'un projet structurant. L'évolution de son actionnariat, marquée par des entrées et sorties successives, révèle moins un désintérêt qu'une adaptation aux enjeux géoéconomiques mouvants. Elle confirme, en outre, l'attractivité durable du projet.

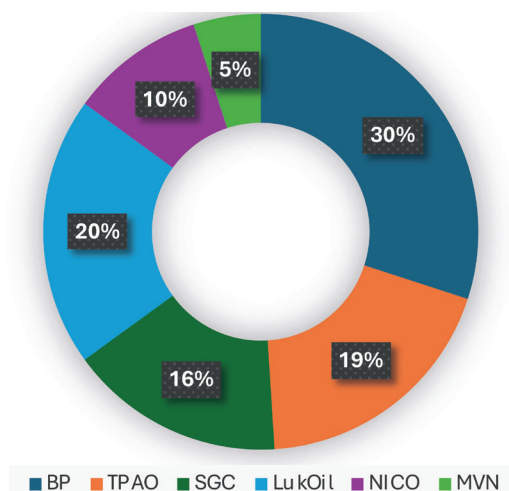


FIG. 51. – Actionnariat du champ de Shah Deniz (d'après les données du consortium).

Dès les phases exploratoires, l'Azerbaïdjan a su attirer un consortium diversifié, associant majors occidentales, entreprises asiatiques et partenaires régionaux. Parmi les actionnaires historiques, figuraient la turque TPAO (Turkish Petroleum Corporation), présente depuis l'origine avec une participation initiale de 9 %, et l'iranienne NICO (filiale de la NIOC), entrée en 2004 avec 10 % des parts – un ancrage inchangé, malgré les tensions ultérieures. Ces prises de participation précoces soulignaient déjà le rôle de levier géopolitique du projet, reliant l'Europe, la Turquie et l'Iran.

Les désengagements ultérieurs de Petronas (2014), Lukoil (2016), TotalEnergies (2018) et Equinor (2022) répondaient à des logiques distinctes : recentrage sur les actifs à forte rentabilité immédiate (TotalEnergies), pression des sanctions occidentales (Lukoil) ou arbitrages géostratégiques (Petronas). Pourtant, ces retraits n'ont pas entamé la dynamique du projet. TPAO a progressivement accru son implication, portant sa part à 19 % en 2023, tandis que NICO a maintenu ses 10 %, malgré les tensions entre Bakou et Téhéran – preuve que les intérêts énergétiques transcendent parfois les rivalités politiques.

L'arrivée, en juin 2024, de l'entreprise hongroise MVM Group (5 % acquis par SGC) s'inscrit dans cette continuité. Elle reflète la volonté persistante de sécuriser les approvisionnements hors de Russie, mais aussi la flexibilité du cadre contractuel azerbaïdjanais. Il est possible, en effet, de céder des parts sans remettre en cause l'équilibre global. L'accord comprend également l'acquisition d'une participation de 4 % dans la société exploitant le gazoduc South Caucasus Pipeline, qui transporte le gaz de Shah Deniz vers l'Europe.

Cette fluidité actionnariale, loin de signaler une instabilité, démontre la résilience du modèle azerbaïdjanais. En acceptant une rotation maîtrisée des investisseurs – tout en conservant un noyau dur (BP, SOCAR, TPAO, NICO) –, Bakou a transformé Shah Deniz en plateforme pivot de la *realpolitik* énergétique régionale. Les sorties d'acteurs occidentaux ont été compensées par l'arrivée de partenaires alignés sur ses priorités (Turquie, Hongrie), confirmant que l'attractivité d'un projet gazier se mesure moins à la fixité de son actionnariat qu'à sa capacité à épouser les reconfigurations géostratégiques.

Ainsi, Shah Deniz incarne une double réussite : initialement conçu pour attirer les capitaux et expertises internationales, il s'est mué en instrument de puissance régionale, tout en maintenant son rôle de pôle d'intérêt pour les investisseurs étatiques – une alchimie où pragmatisme économique et calculs géopolitiques se nourrissent mutuellement.

■ Poursuivre la production des champs matures

Lorsqu'un gisement s'épuise, le débit de production décline inévitablement. Plus un champ a été exploité longtemps — autrement dit, plus il est « mature » — plus son maintien en activité exige un savoir-faire technique et une expertise pointue. En règle générale, le taux de récupération d'un gisement pétrolier ne dépasse guère un tiers à deux cinquièmes des ressources en place. Il devient donc essentiel de franchir

cette limite technologique grâce à des procédés modernes, bien plus performants que ceux disponibles au moment de la mise en production initiale du champ.

SOCAR cherche à redonner dynamisme et rentabilité à ses champs offshore matures afin de répondre à la demande énergétique croissante de l'Union européenne, qui cherche à diversifier ses approvisionnements hors de Russie. Dans cette optique, le redéveloppement des champs Bahar et Gum Deniz, situés en mer Caspienne, constitue un levier stratégique pour augmenter la production nationale et renforcer le rôle de Bakou comme fournisseur fiable de pétrole et de gaz vers l'Europe.

Pour atteindre cet objectif, SOCAR s'est associée à la société américaine SLB, spécialiste des technologies de forage et de modélisation des réservoirs. Ce partenariat vise à accélérer la modernisation des deux gisements grâce à l'identification de nouvelles zones productives, à une modélisation complète des réservoirs et à la conception de programmes de forage destinés à relancer la production à court terme. L'enjeu est d'améliorer simultanément l'efficacité opérationnelle et la durabilité des installations.

Cette collaboration marque une étape importante dans la stratégie de redéploiement des champs anciens, en jetant les bases techniques des prochaines phases d'exploitation. L'initiative s'inscrit dans une démarche géopolitique plus large : l'Azerbaïdjan consolide sa position de corridor énergétique clé entre la mer Caspienne et l'Europe, à travers notamment le corridor gazier méridional.

En combinant le savoir-faire technologique de SLB et l'expérience de SOCAR, Bakou espère non seulement restaurer la production de ses champs historiques, mais aussi assurer une contribution accrue à la sécurité énergétique de l'Europe à un moment où la diversification des sources d'approvisionnement est devenue un impératif stratégique.

AZERBAÏDJAN

Géopolitique de l'énergie d'une Eurasie en mutation

Contrairement à ce que l'on croit souvent, **l'aventure du pétrole n'a pas commencé en Pennsylvanie, mais en Azerbaïdjan**, dès 1846. Ce pays du Caucase, pionnier oublié de l'or noir, a vu les frères Nobel transformer ses gisements en un véritable centre mondial de la production pétrolière, avant que la révolution bolchévique ne vienne stopper son essor.

Aujourd'hui, alors que le conflit iranien rebat les cartes énergétiques régionales et fragilise les approvisionnements traditionnels, l'Azerbaïdjan retrouve sa place sur la scène internationale en devenant un acteur incontournable de la géopolitique énergétique eurasiatique. **Ses immenses réserves de gaz naturel attirent l'attention des puissances régionales et de l'Union européenne**, en quête d'alternatives au gaz russe et de routes d'approvisionnement contournant un Iran sous tension. Mais au-delà de ses ressources, c'est la stratégie du pays qui fascine : nation musulmane laïque et pragmatique, l'Azerbaïdjan est le principal fournisseur de pétrole d'Israël et investit dans la production gazière de la Méditerranée orientale.

Cet ouvrage bouscule les idées reçues et offre une vision positive actuelle et inspirante de la géopolitique contemporaine.

- Laissez-vous entraîner au cœur d'un pays fascinant, véritable **carrefour entre Orient et Occident**, qui a su construire une géopolitique audacieuse et moderne.
- Découvrez comment l'Azerbaïdjan s'impose comme un acteur clé de l'équilibre mondial, en particulier énergétique : **l'Union européenne a besoin de son gaz**, Israël de son pétrole, et les États-Unis de son rôle stratégique en Eurasie pour contenir à la fois l'Iran au sud en pleine confrontation avec l'Occident, et la Russie au nord.
- Comprenez comment l'Azerbaïdjan et ses **voisins eurasiatiques** redessinent l'équilibre mondial.

Samuel Furfari est ingénieur et docteur en sciences appliquées de l'Université libre de Bruxelles. Pendant 36 ans, il a occupé de hautes fonctions à la Direction générale de l'énergie de la Commission européenne. Depuis 2003, il enseigne la géopolitique de l'énergie dans plusieurs universités. Il a signé des centaines d'articles et publié une vingtaine d'ouvrages qui font référence dans le domaine.



Prix : 29 €

ISBN 978-2-7108-1204-3



9 782710 812043

Editions **TECHNIP**